

## → TOUS RESPONSABLES

**VERS UN DÉVELOPPEMENT DURABLE DE QUALITÉ : À QUELLES CONDITIONS PEUT-ON AGIR ? PAR QUELLES VOIES ? EN METTANT EN ŒUVRE QUELLES RESPONSABILITÉS?****LES CONDITIONS D'UNE ACTION****REFUSER LA SÉPARATION DES DOMAINES D'ACTION**

Face aux différentes composantes du développement durable tel qu'il s'est enrichi au fil de la réflexion et des tentatives de sa mise en œuvre depuis le rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement de 1987, et même depuis la conférence de Stockholm de 1972 <sup>1</sup>, et parce que le développement durable est par nature un défi mondial, l'intégration des registres et des méthodes d'action est un concept-clé, de même que la coopération entre tous les acteurs, individuels et collectifs, des sociétés.

S'inscrire dans une perspective de développement durable oriente vers une approche de l'homme, des sociétés humaines et de leurs espaces de vie dans toutes leurs dimensions, sans que l'une n'écrase les autres<sup>2</sup>. Elle se concrétisera en particulier par des stratégies de coopération à différentes échelles de territoires, sans jamais oublier l'interaction entre ce qui affecte un territoire et les autres (sur le plan environnemental, sur le plan de la santé, sur le plan économique...), et donc la coopération nécessaire entre territoires.

**Viabilité écologique, équité sociale...**

Parmi les recommandations, il en est qui privilégient d'abord la viabilité écologique. Elles sont attentives aux écosystèmes, aux ressources non renouvelables, à la biodiversité, aux régulations écologiques. Elles cherchent à préserver l'environnement de pressions qui mettraient à mal les capacités de régulations naturelles et qui tendraient à épuiser les ressources. La priorité donnée à la préservation des biens environnementaux peut revendiquer une continuité avec la fameuse phrase

du rapport "Notre avenir commun" de la CEMD en 1987 : "Le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs."

On le comprend bien dans cette phrase, des propositions seulement écologiques, qui ne prendraient pas en compte les exigences d'équité sociale, et ce à l'échelon de la planète, auraient une cohérence vis-à-vis de l'histoire. Mais elles seraient vite perçues comme des préoccupations des seuls pays riches grands consommateurs d'énergie et de ressources non renouvelables. La défense de la viabilité écologique, de la biodiversité, et du devenir de la Terre ne peut aller sans la perception que le destin commun des humains appelle une vision où les besoins de tous soient pris en compte, donc d'abord ceux des plus démunis <sup>3</sup>.

Face à un type de mondialisation-compétition qui met en cause les solidarités non seulement inter-générationnelles, au fil des siècles, mais aussi intra-générationnelles, le développement durable exige des voies de développement technologique et économique qui permettent le développement des plus pauvres.

1 - Voir le dossier " Développement durable, développement de l'homme " Economie & Humanisme n° 360, mars 2002

2 - Les stratégies et recommandations apparues dans les ateliers pour favoriser des politiques de développement durable sont diverses. Il est possible de les lister en cherchant à dégager des cohérences. Le Rapport de synthèse préparé par Green Cross International s'y essaie de même que la FPH qui fait émerger sept axes pour l'action.

3 - La destruction de l'environnement frappe d'ailleurs souvent d'entrée les communautés les plus pauvres. Cf au premier chef les travaux de l'équipe du Centre for Science and Environment de Delhi. Sa publication périodique "Down to earth" est adaptée en français sous le titre "Notre terre" par le CRISLA, 1 avenue de la Marne 56100 Lorient.

La dimension sociale du développement est elle-même reliée également à ces dimensions très "intégrantes" que sont le culturel, le spirituel, l'éducation, en particulier l'éducation au respect des diversités. On peut dire qu'une démarche authentique dans le sens du développement durable s'appuie sur les diverses visions de l'homme et du monde qui existent dans les sociétés et sur la confrontation constructive entre elles.

### ...efficacité économique...

Une meilleure répartition des richesses s'impose donc à l'échelle de chaque territoire et à celle des relations internationales. Encore faut-il qu'il y ait à la fois création de richesses<sup>4</sup>, efficacité économique, et régulation de la vie économique. Comment réorienter le développement économique – production et consommation – des pays développés et des pays émergents, de façon à respecter l'environnement et à permettre le développement pour tous et partout ? La question, qui est actuellement souvent passée sous silence en tant que telle, d'un ordre économique international, doit forcément être posée, avec les responsabilités qui en découlent à l'échelon des gouvernements, des villes, des entreprises, des citoyens<sup>5</sup>.

Les mesures proposées le plus souvent visent à contrôler l'activité économique en imposant des normes environnementales et sociales. Du point de vue de l'efficacité économique au service du

développement, les propositions qui mettent en avant de nouveaux indicateurs de développement (Indice de développement humain, nouvelles définitions de la richesse) sont fondamentales, précisément parce qu'elles veulent assumer la complexité du développement, intégrer ses différentes facettes.

### ...et sécurité

Lorsqu'on pense développement, on ne met pas toujours en avant la sécurité et la paix. Pas de paix sans développement, pas non plus de développement durable possible sans la sécurité et la paix. La situation de tant de pays victimes de l'insécurité et de la guerre ne montre que trop l'accroissement de la pauvreté et des menaces environnementales, la diminution de l'espérance de vie, le recul de l'éducation et des droits de l'homme...

La nécessité d'agir conjointement non seulement à trois niveaux (économique, social et environnemental), mais aussi pour la paix et la sécurité, s'impose donc comme réplique à la logique libérale de la mondialisation. Mais cette réponse serait encore insuffisante et le développement durable serait amputé de l'une de ses dynamiques principales si la promotion de la démocratie et son approfondissement à tous les niveaux venaient à manquer.

## QUAND ÉTHIQUE ET TYRANNIE COEXISTENT...

"Nous devons réfléchir sur la manière dont nous devons améliorer les conditions humaines et soutenir le progrès. La promotion du développement durable et humain n'est pas encouragée partout à l'identique.

Les objectifs de la croissance économique s'exercent en développant une certaine forme d'impérialisme clandestine sur les pays les plus pauvres. Sur la scène internationale, la recherche du profit est une priorité sans précédent. A travers des modes de coopération, les échanges commerciaux et économiques s'organisent même avec des dictatures. La lutte contre les régimes totalitaires et tyranniques n'est pas la préoccupation primordiale. On se positionne comme allié d'un pays (pour la protection et la défense de la liberté d'un peuple) quand des intérêts économiques sont en jeu (pétrole par exemple).

En effet, le rapprochement entre les pays riches et pauvres pour promouvoir un développement humain et démocratique s'effectue surtout au regard des richesses et des ressources naturelles. L'éthique est avant tout un outil de sauvegarde des intérêts recherchés.

Nous avons besoin d'un nouvel ordre sécuritaire mondial pour protéger les peuples contre la tyrannie, le terrorisme, l'oppression et la surexploitation. Nous avons besoin d'un gouvernement mondial basé sur les valeurs universelles et sur le droit humain, qui serait une commission d'arbitrage traitant les litiges et revendications des peuples.

La contribution financière, le poids politique et la domination économique ne doivent pas influencer cette gouvernance internationale".

S. Kassim Marouan, ancien Ministre des affaires étrangères, Jordanie.

4 - Lors des Dialogues pour la terre, cet aspect n'a pas été directement sur le devant de la scène, à l'exception de la table-ronde intitulée " Monde des affaires et de l'industrie ". La réflexion sur la création de richesses, en effet, n'a guère pu se déployer devant l'urgence des mesures à prendre face à une globalisation économique dont les effets sur l'environnement sont plus qu'inquiétants et qui accentue les situations de pauvreté, les écarts Nord-Sud, les inégalités devant l'éducation, la maladie, l'espérance de vie.

5 - Lire plus loin les textes sur les responsabilités de divers types d'acteurs.

## Démocratie et modes de gouvernement

Liberté d'expression, notamment des groupes sociaux démunis et laissés pour compte, et renforcement de la démocratie, donc nouveaux modes de gouvernement, ne sont pas un supplément accordé au développement durable. Ils lui sont indispensables. À l'échelle des villes, des régions, des États, de la planète, échelles spatiales distinctes mais interdépendantes, les individus, les citoyens, les élus, les organisations se trouvent placés devant des enjeux considérables à court, moyen et à long termes. Pour y répondre, l'exigence d'enclencher des processus démocratiques là où la démocratie formelle est absente est impérative, mais il y a lieu également de mettre en place partout des procédures capables de favoriser le traitement démocratique des problèmes : droit de pétition des citoyens, création d'espaces de dialogue pour influencer sur les politiques publiques, nécessité d'un contrat mondial basé sur une négociation quadripartite : gouvernements, parlements, institutions internationales et société civile...

Les recommandations sont nombreuses qui insistent sur la nécessité de créer ou de réorienter des institutions pour permettre le débat public, l'exercice de la citoyenneté, l'expression de la société civile, y compris à une dimension planétaire.

## Interdépendances

Si beaucoup de solutions relèvent de décisions prises au niveau international, l'action au plus près des territoires où vivent les diverses communautés humaines demeure indispensable. Pour être efficace, l'action et la participation doivent s'organiser aux échelles spatiales pertinentes, tant d'un point de vue écologique que sociologique et politique. Un espace de problème appelle un espace de projet, mais sans oublier l'interdépendance entre les territoires. Dans les espaces

## POLITIQUE ET ÉTHIQUE DE LA RESPONSABILITÉ

"Nous sommes passés d'une époque où l'homme avait à décrypter le monde pour s'en assurer la maîtrise à une époque où l'homme sait qu'il peut ébranler irréversiblement l'équilibre de la planète, ce qui lui donne la responsabilité d'en assurer la pérennité.

D'où l'apparition du principe de responsabilité qui nous impose de réévaluer nos actions par rapport à leurs conséquences sur le lointain dans l'espace et le long terme dans le temps. C'est ce à quoi nous invite Hans Jonas, renouant ainsi avec cette prudence, cette sagesse pratique, cette "phronésis" déjà définie par Aristote dans L'Éthique à Nicomaque .

Car c'est bien aujourd'hui d'une nouvelle éthique qu'il s'agit, une éthique qui doit amener chacun des décideurs à évaluer ses décisions à l'échelle des répercussions qu'elles peuvent entraîner pour l'ensemble de la planète. [...]

*Gérard Collomb, maire de Lyon,  
président de la Communauté urbaine de Lyon  
(extraits du discours inaugural,  
Dialogues pour la Terre)*

urbains, devenus le biotope de l'espèce humaine, l'imbrication entre tous les facteurs de mal-développement, entre les responsabilités diverses, entre les dynamiques pouvant concourir au développement durable se manifeste de façon particulièrement aiguë.

C'est enfin pour prendre en compte le facteur-temps qu'une démarche de développement durable authentique ne peut qu'être décrochée.

*L'eau est fondamentalement un bien collectif. Il est impératif de garantir le droit à l'eau de tous. Il faut réfléchir aux moyens d'assurer l'accès à l'eau des personnes démunies et donc aux outils économiques qui rendront cela possible. La gestion de l'eau doit impliquer la société civile.*

*Lionel Jospin*

Il est nécessaire de se donner des objectifs à court-terme, mais aussi des perspectives de long terme pour penser et agir, en les déclinant elles-mêmes dans des échéanciers d'actions intermédiaires. L'existence d'un coefficient d'incertitude quant à l'évolution des écosystèmes vient renforcer le besoin d'un travail de prévision rigoureux (et non de futurologie) ; cette part d'inconnaissable qui demeure tient précisément aux effets d'un phénomène sur un autre, et appelle une approche de la précaution intégrée et non sectorielle : une grande sécheresse engendre un afflux de population vers les villes, d'où des problèmes

sociaux et sanitaires impossibles à maîtriser à terme, etc. La référence aux conséquences différées en termes agricole, alimentaire, sanitaire et même démographique de la catastrophe de Tchernobyl plaide dans le même sens.

Si cette intégration des diverses facettes d'action et des divers échelons de responsabilités est progressivement adoptée, le développement durable peut apparaître comme une "promesse", comme un avenir à préparer, et non comme une incantation inutile face à la dégradation constatée des écosystèmes.

" On tend toujours à présenter le développement durable comme reposant sur deux piliers (action économique, action environnementale), plus un pilier social, souvent mal défini. Mais en fait, ce n'est qu'en fonction du bien-être présent et à venir d'une société qu'une action économique et environnementale se justifie. "

*Houria Tazi Sadek, Chaire UNESCO,  
Ecole d'ingénieurs de Casablanca, Maroc*